

Militantisme

«Nous nous battons pour les petits-enfants du monde entier»

Ce 9 avril, la Grève pour l'avenir mobilise les troupes féministes, anticapitalistes et écologistes à travers toute la Suisse. Parmi les nombreuses forces engagées, une association intrigue: celle des Grands-Parents pour le climat. Qui sont-ils?

Thibault Nieuwe Weme

«**O**n est plus chaud que le climat», «Y a le feu au lac!», «Agir ou se faire cuire, il faut choisir»... On associe ces slogans aux jeunes bouches militantes, à cette génération d'adolescents qui ont envahi par milliers les rues de Lausanne et de Genève en 2019. Ils ne sont pourtant pas les seuls à les scander, ni à s'inquiéter de l'avenir de la planète. L'association Grands-Parents pour le climat milite elle aussi pour la transition écologique depuis 2014 – avant même que la COP de Paris n'ait le temps de faire des déçus.

Si ces grands-parents tirent la sonnette d'alarme, ce n'est pas directement pour leur propre bénéfice, eux qui ont déjà atteint l'ultime étape de la retraite, mais pour leurs petits-enfants, dont l'avenir doit encore s'écrire. Comme souvent, l'inspiration est scandinave. Le courant est né en Norvège en 2007, avant de se propager en Suède, terre de Greta Thunberg, puis en Belgique, aux Etats-Unis et au Canada.

Depuis 2014, les aînés suisses crient eux aussi à l'urgence climatique. Tout est parti de la «Lettre des petits-enfants du monde aux plus de 60 ans», publiée dans *La Revue durable* fin 2012. Interpellées par le texte, une quarantaine de personnes se réunissent à Lausanne pour prendre toute la mesure de ces inquiétudes. Quelques mois plus tard, en septembre 2014, le texte fondateur, les statuts de Grands-Parents pour le climat ainsi que le premier comité voient le jour. Depuis, leurs rangs ne cessent de gonfler. L'association multiplie les sections à travers toute la Suisse romande, et enjambe même la Sarine cette année.

L'empreinte des Trente Glorieuses

Effet de serre, *fracking* (technique d'extraction de ressources), anthropocène... Pendant longtemps, ce vocabulaire était au mieux inconnu, au pire incompris par les personnes nées avant 1950 – celles dont la jeunesse a été bercée par le discours consumériste des Trente Glorieuses où progrès, accumulation et confort matériel ne faisaient qu'un. Aujourd'hui, certains grands-parents renversent la vapeur. Ils adoptent ces nouveaux mots, et regardent vers l'avenir. Comme le rappelle la charte de l'association: «L'âge nous donne des droits, des places assises, des rabais, parfois même du respect. Face à l'urgence climatique, nous nous reconnaissons aussi des devoirs.»

Marc Treboux est l'ancien chimiste cantonal de Neuchâtel. A la demande d'un ami, il rejoint le mouvement pour siéger au conseil scientifique de l'association, «en compagnie de Jacques Dubochet et Martine Rebetez», s'illumine-t-il. Aujourd'hui, Marc Treboux coordonne la section Bejune (Arc jurassien et Neuchâtel) du mouvement, qui réunit une petite trentaine de membres. Comme les autres, l'antenne régionale grandit «à tel point qu'il va bientôt falloir la diviser en deux.»

Pour ce soixante-huitard, la sensibilité aux enjeux climatique n'est pas nouvelle, seule l'urgence s'est faite plus pressante: «En 1968 déjà, le rapport de Rome montrait que notre fonctionnement nous menait à une impasse. A l'époque, c'était annoncé pour 2050. On se disait qu'on avait bien le temps... Un demi-siècle plus tard, nous n'avons pas avancé d'un pas vers une société plus durable.»

La faute à ceux qui se bouchent encore les oreilles? De nombreux seniors, «mais aussi des jeunes», n'entendent toujours pas hurler les sirènes de la science. «C'est un peu alarmiste, mais qu'ils le veuillent ou non notre civilisation telle qu'on la connaît va s'effondrer dans les décennies à venir. Dès aujourd'hui, ils doivent réfléchir au modèle qui succédera à l'actuel.» Par manque d'anticipation,

«le risque qu'on tombe dans une société dictatoriale et esclavagiste est important.»

Autre catégorie de gens difficiles à convaincre: les chevaliers du capitalisme vert. «Bien qu'ils aient compris que nous vivons dans un monde aux ressources finies, beaucoup de gens de ma génération croient aux nouvelles solutions énergétiques, au sauvetage par la technologie. Ceux-là, difficile de les amener à envisager un autre modèle au moyen d'une révolution», déplore l'ancien chimiste. Cette révolution passant par la rue, lui et ses compagnons ne rechignent pas à battre le pavé. «Nous ne sommes pas de vieux sages tapis dans leur coin. La vraie sagesse, c'est justement d'être dans la rue aux côtés des jeunes.»

Quand le petit colibri voit grand

Laurence Martin est là depuis la fondation du mouvement en 2014. Aujourd'hui, à 77 ans, elle le coprésède au niveau national. «La mort, j'y ai beaucoup pensé. J'ai de la peine avec les partisans du «après moi le déluge». Nous nous prolongeons dans nos descendants, estime-t-elle. Je n'aimerais pas être à leur place... C'est très inquiétant de ne pas pouvoir se projeter.»

Comme la plupart des autres membres, Laurence Martin est inspirée par Pierre Rabhi et la

«La protection du climat fait reculer le risque de guerre»

En 2019, les premières grèves du climat soulevaient des foules historiques. L'heure de la mobilisation sonne à nouveau, mais les temps sont durs. Entretien avec Anja Gada, une Zurichoise qui garde la flamme

C'était en septembre 2019, dans un autre monde: près de 100 000 personnes défilaient à Berne pour une politique climatique plus ambitieuse. Trois ans et demi plus tard, ce mardi, le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) tirait une sonnette d'alarme devenue usée tant elle a déjà servi. Sans susciter l'intérêt espéré. Alors qu'une nouvelle grève est prévue samedi – devenue «grève pour l'avenir» en se diversifiant à d'autres horizons militants (féminisme, syndicalisme, temps de travail) – *Le Temps* a rencontré Anja Gada, activiste zurichoise de la *Klimastreik* et meneuse de campagne.

La pandémie a-t-elle tué le mouvement climatique?

La crise sanitaire n'a certainement pas aidé. Le climat est

passé au second rang des préoccupations derrière le virus, et maintenant derrière la guerre. C'est compréhensible. Même s'il est malheureusement évident que la crise climatique suscitera des dégâts encore bien plus importants. De manière générale, je dois dire qu'il y a aussi moins d'engagement dans le mouvement. Un peu moins d'énergie.

Pourquoi? Après des années de travail, le résultat atteint est faible. Malgré l'euphorie des débuts, l'énorme couverture médiatique et la vague verte lors des dernières élections fédérales, la politique climatique n'a que peu évolué. Les objectifs discutés par les décideurs sont toujours aussi lointains, les politiques mises en place toujours aussi faibles. Il y a une fatigue, du découragement. Nous essayons de nous relancer avec des actions différentes [convergence des luttes au sein de la grève pour l'avenir] pour que nos exigences soient mises en œuvre.

Qu'en est-il à Zurich? Nous votons le 15 mai au niveau municipal sur un objectif de neutralité climatique à l'horizon 2040. Or, le GIEC vient de donner huit ans (d'ici à 2030) aux gouvernements pour réduire les émissions de gaz à effet de serre de 40%, si nous voulons atteindre le but d'1,5 degré pré-



Parmi les figures de proue de l'association Grands-Parents pour le climat, Jacques Dubochet (au centre), Prix Nobel de chimie, ici participant à une manifestation de soutien en faveur des 12 activistes du collectif Lausanne Action Climat, poursuivis en justice le 22 septembre 2020. (Laurent Gilliéron/Keystone)

parabole du colibri: celles des petits gestes, chacun à son échelle. «Mais au-delà de ce discours, nous essayons aujourd'hui d'avoir un impact directement sur la sphère politique», précise la militante.

Depuis leur maison à Saint-Ursanne, le couple jurassien Jean-Marc et Christiane Comment partagent cette vision centrée sur les actions individuelles. «Certes, la politique structure le monde, mais la transition doit aussi passer par des choses concrètes. Il y a quelque temps, nous avons distribué gratuitement des sacs cousus main devant une grande surface pour que les gens puissent y mettre leurs légumes. La semaine passée, une classe d'enfants a fait exactement la même chose que nous. Le passage de relais via l'éducation, c'est important, explique le couple. On nous dit souvent: «Ça serait chouette d'avoir des grands-parents comme vous.» Certains ne comprennent pas que leurs petits-enfants abandonnent leurs études pour aller manifester...»

De son côté, Virginia Halecka Cattin, également membre de la section Bejune, emploie des termes

plus crus, en phase avec Extinction Rebellion. En 2013, cette ancienne architecte d'origine argentine est à l'origine d'un mouvement citoyen qui a abouti à l'interdiction de la fracturation hydraulique à Neuchâtel. Depuis cette bataille, elle s'est complètement mise au service de la transition écologique. «Notre civilisation industrielle entre dans une impasse. Même les guerres sont déclarées pour des affaires. Et là-dedans, nos institutions ne nous conduisent nulle part... C'est toute la démocratie qu'il faut redéfinir», soutient l'habitante de Noiraigue.

Le moral ne semble pas au beau fixe... Quelle mobilisation attendez-vous samedi?

Je ne veux pas donner d'estimation. On verra. Mais je souligne qu'il y a quand même de l'envie. Quand on participe à une grève, on sait pourquoi on la fait. Et pour qui. Ces réunions sont importantes pour les gens qui y viennent. Dans ce cas précis, la population laborieuse. La réduction du temps de travail, demandée ce samedi, changerait notre rythme de vie pour accorder davantage de temps à l'engagement social. C'est primordial en période de crise climatique. Ces rassemblements donnent de l'espoir et on ne peut pas nier qu'ils ont eu de l'impact. Les temps sont durs, mais il ne s'agit pas d'abandonner.

La guerre actuelle peut-elle paradoxalement aider à une transition énergétique?

Sans instrumentaliser les atrocités actuelles [Anja Gada est également active au sein du Groupe pour une Suisse sans Armée], il est évident que la guerre démontre les dangers

«On en a brûlé, du pétrole»

Les cinq membres de la section Bejune ont des petits-enfants, entre 4 mois et 22 ans. Seraient-ils engagés s'ils n'en avaient pas? «Sans aucun doute. C'est pour les petits-enfants du monde entier que nous nous battons», répondent-ils à l'unisson. Mais à quoi tourne leur moteur? A la culpabilité, la honte d'avoir participé à détruire l'écosystème? Se repentent-ils de leurs péchés climatiques?

d'une dépendance aux énergies fossiles, les risques de commercer avec des dictatures, le rôle de la Suisse dans le trading de matières premières. Si nous voulons vivre dans un monde pacifique et respectueux du climat, nous devons nous libérer de ce type d'énergies. La protection du climat est une prévention contre la guerre.

L'ascension actuelle des vert'libéraux en Suisse peut-elle faire bouger les fronts au niveau climatique?

Je ne pense pas. Je considère que l'écologie doit être liée à des politiques sociales. Or, les vert'libéraux ont toujours montré qu'ils se préoccupent davantage de l'argent que des gens. Au parlement cantonal, ils ont par exemple voté contre la proposition d'un congé parental (également soumise au vote dans le canton le 15 mai). Alors qu'il me paraît évident qu'un monde plus égalitaire, moins tourné vers le profit et davantage attentif à l'humain et ses besoins est nécessaire pour trouver des solutions écologiques. Contrairement à ce que prétend ce parti, la technologie ne résout pas tout.

Pourquoi ne pas faire de la Grève du climat un parti?

Il n'y a aucune discussion en ce sens. Nous nous positionnons de l'extérieur, nous rendons at-



Environnement

Le ski, ce plaisir devenu «coupable»

«Skischam» est un vocable qui a surgi en Autriche cet hiver pour désigner celles et ceux qui ne peuvent plus pratiquer la glisse le cœur léger, en songeant à leur empreinte carbone. De jeunes repentis suisses se confient

Camille Belsoeur
@camBelsoeur

Il y avait déjà le *flygskam* suédois, ce sentiment de culpabilité qu'on éprouve lorsqu'on prend un avion pour partir en vacances. Née en Scandinavie, cette disposition touche aujourd'hui un pan minoritaire, mais bien réel, de la jeunesse européenne qui préfère réduire son empreinte carbone plutôt que de rejoindre Ibiza ou Londres pour un week-end avec un vol low cost.

Dans les Alpes autrichiennes, c'est le même genre de mot-valise qui a émergé cet hiver. Le *skischam* signifie littéralement la «honte» de faire du ski. C'est le très sérieux journal autrichien *Die Presse*, qui, dans un éditorial de février, rapporte que certains Autrichiens commencent à éprouver un sentiment coupable à l'idée de descendre des pistes bien damées spatules aux pieds. En cause? L'empreinte carbone de cette activité. Qui se matérialise par les longs trajets en voiture pour rejoindre les stations d'altitude (selon plusieurs études, les transports représentent environ 60% des émissions de carbone des stations) et l'impact sur la biodiversité imputable aux hordes de skieurs et à la neige artificielle.

La dernière sortie, fatale

«Il est paradoxal que ce soit en Autriche que naisse ce mouvement. Comme la Suisse, le pays est un des fleurons du ski alpin en Europe. Les domaines ont d'ailleurs enregistré une forte fréquentation cet hiver», note Christophe Clivaz. Le député écologiste du Valais au Conseil national rappelle que ce n'est pas le ski en soi qui est mauvais pour le climat. «Quand les domaines de ski alpin font leur bilan carbone, c'est largement le trajet des personnes qui viennent en station qui pèse sur l'empreinte carbone.»

Celui qui est aussi professeur à l'Institut de géographie et durabilité à l'Université de Lausanne, site de Sion, dit ne pas avoir eu connaissance de Suisses qui auraient rangé leurs skis au placard pour protéger l'environnement. Pourtant, ils existent.

Nadia, âgée de 26 ans et étudiante à Neuchâtel, ne pratique plus le ski alpin par militantisme écologique. «J'ai arrêté d'aller au ski à 22 ans. Cela faisait déjà un moment que j'y pensais. J'y allais beaucoup, mais je n'étais pas à l'aise. La dernière fois que je suis allée en station, les conditions étaient horribles, avec de la terre à côté de la piste. Skier sur de la neige de culture me dérangeait. Je suis fan de glisse, mais c'est l'aspect écologique qui m'a fait arrêter», raconte la jeune femme, qui suit un master de biologie et agriculture durable.

Aucun regret

Pour Jo, 23 ans, le cheminement intellectuel est similaire. Avec sa sœur et ses parents, elle a toujours emprunté les transports en commun pour aller faire du snowboard en station ou dans des espaces vierges de constructions humaines. Mais à la sortie de l'adolescence, elle a commencé à culpabiliser en réalisant l'impact sur la biodiversité de ses sorties en snowboard dans la poudreuse fraîche en forêt. «Les effets négatifs du ski pour l'environnement, ce n'est pas que l'empreinte carbone du voyage pour s'y rendre. Ce sont aussi les animaux que les gens dérangent à ski de randonnée ou la flore qui est détruite pour construire une piste de ski.»

Son snowboard prend la poussière dans la maison familiale à Yverdon. Mais elle ne regrette pas son choix d'avoir stoppé les excursions de sports d'hiver. «Si nous allons tous en montagne, ce n'est pas soutenable pour l'environnement», estime la jeune fille. Elle dit que sa sœur skie toujours, mais se pose de plus en plus de questions.

Pour Audrey Bovey, membre du bureau suisse de l'ONG américaine Protect Our Winters (POW), la culpabilisation de la pratique d'une activité à cause de son empreinte écologique n'est pas un bon argument pour entraîner un nombre significatif de gens à changer leur comportement.

«Chez POW, nous avons une approche positive. On ne va pas dire à quelqu'un que skier, c'est mal pour le climat. L'inefficacité de cette méthode a été prouvée. On va plutôt mettre l'accent sur les façons dont les gens peuvent changer leur mobilité pour venir à la montagne», juge Audrey Bovey. Nadia elle-même reconnaît qu'elle ne débat plus avec ses proches de leur pratique du ski alpin. «Ma famille et mes amis ne me proposent plus d'aller skier avec eux. J'ai l'impression qu'ils culpabilisent. Quand je sais qu'ils y vont, je leur en parle pour essayer de les convaincre», raconte la jeune femme.

POW encourage donc les amoureux de la glisse à emprunter les transports en commun. En Suisse, de nombreuses stations sont desservies par le train, comme à Verbier. Mais quand le rail existe, il ne rencontre pas toujours son public. «Avec le Magic Pass, il y avait cet hiver une offre pour relier les principales villes aux stations en train ou en bus plutôt qu'en voiture individuelle. Mais ces offres n'ont pas très bien fonctionné», soupire Christophe Clivaz.

Le défi de la durabilité

L'élu valaisan adore la pratique du ski de piste. Il l'assume pleinement. Mais il se remémore la réaction d'une personne qui l'avait reconnu dans la cabine d'une remontée mécanique. «C'était il y a un peu plus de deux ans, avant l'épidémie de Covid-19. J'avais enlevé mon casque et mes lunettes de soleil, et là une dame m'a reconnu. Elle m'a alors apostrophé en me disant: «Monsieur Clivaz, vous êtes un écologiste, vous n'avez pas le droit de faire du ski!» Il en rigole encore, mais n'apprécie qu'à moitié que les Verts puissent être associés – à tort – à une quelconque interdiction du ski.

Le *skischam* rencontre t-il aussi un écho chez les professionnels? Le skieur valaisan Daniel Yule, vainqueur de quatre slaloms en Coupe du monde et qui a plusieurs fois pris la parole pour défendre une industrie du ski plus durable, estime que la question principale est: «Comment réduire cette empreinte carbone en maintenant le plaisir du ski?» «Je pense que dans le transport, l'énergie qui alimente les remontées mécaniques et les systèmes d'enneigement, la marge d'amélioration est importante», souligne-t-il. Un grand défi pour les stations, déjà mises à mal par un enneigement déclinant, si elles ne veulent pas renoncer à une partie de leur clientèle. ■

> Epicurieux

La chronique de Grégoire Baur

La capsule à vis, un bouchage vraiment cheap?

La remarque m'a été faite il y a quelques jours encore. Preuve que la croyance est bien ancrée dans les esprits. «La bouteille est à capsule, ça doit être un vin bas de gamme.» Car, oui, dans l'imaginaire collectif, un vin de grande qualité est forcément synonyme de bouchon en liège. Mais la capsule à vis est-elle réellement inférieure au liège en matière de conservation?

Zurich, 2 avril 2022. Dans un palace qui surplombe la ville, près de 250 domaines, parmi les meilleurs du monde, se sont donné rendez-vous lors du Matter of Taste, organisé par le Robert Parker Wine Advocate, un guide sur le vin à la renommée internationale. La dégustation nous fait voyager de la Suisse au Chili, en passant par l'Italie, l'Espagne, les Etats-Unis, l'Afrique du Sud ou encore l'Australie. Les vins diffèrent, les bouchages aussi. En Océanie, la capsule n'est pas taboue. Au contraire même. Elle est utilisée pour certaines des meilleures syrahs australiennes ou, en Nouvelle-Zélande, pour des sauvignons blancs et des pinots noirs de qualité supérieure.

«Au niveau technologique, c'est le top!», insiste Benoît Bach. Le professeur d'œnologie à la Haute Ecole de viticulture et d'œnologie de Changins enchaîne: «C'est un système qui ferme quasi hermétiquement la bouteille, ce qui est très bénéfique pour la conservation du vin sur une longue durée.» Et ce n'est pas son seul atout. «La capsule est très opérationnelle. Il n'y a pas besoin de tire-bouchon. Elle est en aluminium, donc recyclable. Et en plus, elle élimine quasi entièrement les risques de goût de bouchon», détaille le docteur en biochimie.

Mais quel sera son impact sur l'évolution du vin? «Une fois que la capsule est fermée, très peu d'oxygène entrera dans la bouteille, contrairement au liège, plus perméable. Un même vin avec un bouchon ou une capsule à vis évoluera donc pas de façon identique.» Attention, cela ne signifie pas que l'un sera meilleur que l'autre! Benoît Bach sourit: «C'est une question de goût.» Comme toujours...

Les avantages de la capsule à vis sont donc nombreux. Peut-être est-elle même plus intéressante pour le nectar que le bouchon en liège. Mais elle paie son déficit d'image. Pour Benoît Bach, cela est notamment dû aux rituels auxquels tout le monde s'attend au moment d'ouvrir une bouteille de vin. Il n'y a en effet ni la gestuelle du tire-bouchon, ni de «plop», ce bruit caractéristique lors de l'ouverture. Mais est-ce si grave, tant que l'on a du plaisir à boire le vin? ■

La question semble presque fatiguer, tant elle leur a déjà été posée.

«Je ne ressens pas tellement la honte, explique Marc Treboux. Ça ne sert à rien de dire aux gens qu'ils auraient dû faire autrement. Mieux vaut les sensibiliser à ce qu'il reste à faire.» Laurence Martin plaide elle aussi non coupable. «Bien sûr, nous avons été pris dans tout un système. Avec mon mari, nous avons fait des voyages passionnants aux Etats-Unis, au Pérou, en Inde, au Cameroun... On en a brûlé, du pétrole. Mais à nouveau, nous étions convaincus que les autorités allaient faire ce qu'il fallait.»

Sur la convergence des luttes qu'appelle la Grève pour l'avenir, là aussi les points de vue sont... divergents, justement. Là où Marc Treboux et Laurence Martin préfèrent focaliser leurs forces sur la «priorité climatique», Virginia Halecka Cattin veut réunir toute «l'énergie rebelle possible». Mais les différences de visions, «c'est précisément ce qui fait la richesse de notre mouvement, conclut cette dernière. Nous ne sommes pas des petits soldats.» ■

tentif, mais il faut aussi voir la réalité des choses: notre mouvement est avant tout composé de gens très jeunes, sans argent, souvent en formation. Devenir un parti nécessiterait des ressources que nous n'avons pas. Mais même sans l'assise institutionnelle d'un parti, nous avons acquis une certaine légitimité. Comme le dit Antonio Guterres [secrétaire général de l'ONU]: «Les militants du climat sont parfois dépeints comme de dangereux radicaux. Mais les radicaux vraiment dangereux sont les pays qui augmentent la production de combustibles fossiles.»

A 20 ans, vous faites déjà partie des «anciens» du mouvement.

Comment voyez-vous son futur? La pandémie a empêché la transmission du savoir aux plus jeunes, mais le mouvement continue. Ce qu'il nous faut vraiment maintenant, c'est que d'autres générations participent. Il y a quelques aînés, mais cela demeure une petite minorité. Quant aux vagues que connaît notre formation, cela ne me paraît pas anormal. Il y a des hauts et des bas mais le risque existentiel que représente la crise climatique demeure. Notre mouvement a donc de l'avenir. La pression de la rue est nécessaire pour mener le changement. ■ Boris Busslinger, Zurich

PUBLICITÉ

Suivez nos coups de cœur
filmcoop_romandie
filmcoopidistribution

PRIX DE SCULPEUR
NOMINE
2022

Trailer et infos

Un film de Eva Vitija

Loving Highsmith

Les vies et les amours de Patricia Highsmith

Avant-premières en présence de la réalisatrice
Lausanne Pathé Galeries - 10 avril, 17h30
Genève Les Scala - 11 avril, 19h45
Neuchâtel Cinepel Bio - 12 avril, 18h

FILM COOP